

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/Q2/GRD/1
G/SCM/Q3/GRD/9
27 octobre 2003

(03-5673)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Nouvelle notification complète au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994
et de l'article 25 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

Demandes au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les
mesures compensatoires visant à proroger la période de transition
prévue pour l'élimination des subventions à l'exportation

Réponse de la GRENADE aux questions posées par les COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES¹ au sujet de la notification²

La Mission permanente de la Grenade a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 24 octobre 2003.

La Grenade tient à rappeler que, conformément à l'article 25.7 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, les réponses aux questions complémentaires ne préjugent ni du statut juridique des programmes notifiés au regard du GATT de 1994 ou dudit accord, ni de leurs effets au sens de celui-ci, ni encore de la nature des programmes ou des mesures.

Question

Dans sa réponse à une des questions des CE (figurant dans le document G/SCM/Q3/GRD/5, daté du 30 avril 2002), la Grenade a dit qu'à la suite des discussions sur les conditions requises pour l'élimination progressive des programmes notifiés, le gouvernement de la Grenade avait créé un comité chargé d'évaluer les programmes. La Grenade pourrait-elle indiquer les progrès réalisés par le Comité dans l'évaluation des programmes?

Réponse

Dans son évaluation, le Comité des incitations fiscales a souligné l'importance cruciale de ce régime d'incitations pour la Grenade, qui restructure tout son régime d'incitations afin d'attirer les investissements étrangers directs, de stimuler l'investissement et la production intérieurs et de répondre aux besoins économiques du pays et aux exigences de son développement.

¹ G/SCM/Q3/GRD/8.

² G/SCM/N/95/GRD-G/SCM/N/99/GRD.

Il convient par ailleurs de noter que la Loi sur les incitations fiscales, commune à la plupart des États membres du CARICOM, fait aussi actuellement l'objet d'un réexamen dans le cadre du processus régional.

Dans son évaluation initiale, le Comité estime qu'il convient de procéder à une analyse approfondie de l'incidence du régime sur l'investissement dans le pays et, par ailleurs, des implications juridiques qui peuvent en découler.

Guidée par les obligations lui incombant en vertu de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, la Grenade s'efforce de restructurer les programmes d'incitations afin de respecter le délai accordé en vertu de la prorogation.
